

Synthèse régionale

Moins de chômeurs dans un contexte de quasi-stagnation de l'emploi

Jean-Paul Strauss, Insee

L'amélioration économique dans la région Grand Est se poursuit en 2018, mais de manière plus contrastée et globalement moins soutenue qu'en 2017. La dynamique est également moins favorable que dans l'ensemble du territoire métropolitain et de manière nette, dans les pays voisins, particulièrement au Luxembourg et en Suisse.

Pour la quatrième année consécutive, mais de façon moins marquée qu'en 2017, le taux de chômage diminue : à la fin du dernier trimestre 2018, il s'établit à 8,4 %. La diminution bénéficie principalement aux hommes, mais les demandeurs d'emplois de plus de 50 ans et de longue durée sont plus nombreux en 2018 qu'en 2017. Dans toutes les régions frontalières voisines du Grand Est, le taux de chômage décroît également, atteignant environ 3 % dans la Bade-Wurtemberg, 4 % en Rhénanie-Palatinat, 6 % en Sarre, 5 % en Suisse comme au Luxembourg et 8,5 % en Wallonie.

Le chômage continue sa décrue alors que les effectifs salariés n'augmentent plus et reculent même par rapport à 2017 (- 2 200). Au niveau national, l'évolution de l'emploi salarié reste positive, les créations nettes d'emploi du secteur privé compensant le recul de l'emploi public. Dans le Grand Est, emploi public et emploi privé diminuent, et cette baisse se traduit par un recours nettement moindre aux intérimaires. Les postes permanents résistent, à l'exception de l'industrie où le repli se poursuit à un rythme moins rapide que celui constaté avant 2015, et des services de l'immobilier et de la finance.

Les créations d'entreprises sont particulièrement nombreuses et en hausse dans tous les secteurs d'activité dans la région comme dans le reste de la métropole. Elles sont portées par les entreprises individuelles et le nouvel élan des micro-entreprises, favorisé par le doublement des seuils de chiffre d'affaires permettant d'accéder à ce régime

fiscal. Les créations de nouvelles sociétés augmentent, mais à un rythme plus faible que les années précédentes.

Le chiffre d'affaires de l'industrie progresse en valeur, de manière moins soutenue qu'en 2017. Le secteur des équipements électriques et des machines est le plus dynamique, en particulier à l'exportation. À l'inverse, le chiffre d'affaires des entreprises de matériel de transport est en retrait en raison du ralentissement affiché par les équipementiers automobiles. L'investissement est globalement stable avec des évolutions contrastées selon les secteurs. Les industriels anticipent une reprise de l'activité plus prononcée en 2019.

Dans le BTP, la reprise constatée en 2017 se confirme. Ce sont les chantiers d'entretien et de rénovation qui dynamisent l'activité du secteur du bâtiment. Le secteur des travaux publics enregistre également une augmentation d'activité qui fait suite à une année 2017 marquée par un fort rebond. Les chefs d'entreprises envisagent une poursuite de ces dynamiques en 2019.

L'activité de construction de logements fléchit légèrement par rapport à 2017 tout en restant à un niveau plus élevé que les années précédentes. La diminution du nombre de logements commencés et autorisés concernent tous les segments de la construction, mais les ouvertures de chantiers de logements collectifs restent très nombreuses, 2017 ayant été une année de forte croissance. Les ventes d'appartements neufs continuent de progresser, ce qui n'est pas le cas en France métropolitaine. En revanche, comme au niveau national, les promoteurs réduisent les mises sur le marché.

Les performances régionales en termes de production agricole sont dépendantes des conditions météorologiques. La sécheresse estivale est la cause d'une nette diminution de la récolte de maïs et de betteraves. Les productions animales sont également

pénalisées par la faible pluviométrie. La production de fourrages est fortement déficitaire, contraignant les éleveurs à en acheter davantage et entraînant une hausse des prix des aliments. Mais grâce à la météo favorable du printemps, la production laitière augmente dans le Grand Est. Les abattages de gros bovins restent stables, ceux des porcs charcutiers augmentent nettement.

Les conditions météorologiques favorisent des vendanges exceptionnelles, en quantité comme en qualité, de Champagne et de vins d'Alsace. Comme depuis plusieurs années, les expéditions de Champagne reculent en volume mais progressent en valeur. Depuis le vignoble alsacien, les volumes vendus diminuent à l'exception de l'AOC Crémant.

La fréquentation touristique de la région augmente plus que dans la plupart des régions. Depuis 2014, l'évolution est constamment positive. Comme en 2017, la hausse est plus celle des campings, bénéficiant de l'été sec et chaud, que celle des hôtels. Elle est principalement portée par les touristes résidant à l'étranger. La fréquentation progresse plus dans les massifs et les espaces situés hors des grands pôles urbains.

Le fret fluvial est également un secteur dont l'activité dépend des conditions météorologiques. Ainsi la sécheresse et ses conséquences sur le niveau du Rhin entraîne un repli important de l'activité dans les ports. Dans les aéroports de la région, les passagers sont cette année encore plus nombreux que l'année précédente. Ils empruntent majoritairement des compagnies à bas coût et les lignes internationales sont prépondérantes. Les immatriculations de véhicules neufs, en particulier les véhicules particuliers continuent à progresser avec, pour ces derniers, une diminution de la motorisation diesel au profit de l'essence et des autres motorisations. ■

Contexte national

L'économie française en ralentissement

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

L'activité américaine est portée par les mesures fiscales, celle de la zone euro ralentit

En 2018, l'activité aux États-Unis connaît un regain de croissance (+ 2,9 % après + 2,2 %) portée par un fort rebond des dépenses gouvernementales et par les mesures fiscales en faveur du revenu des ménages et de l'investissement des entreprises. En revanche, après un pic d'activité en 2017 (+ 2,5 %) inédit depuis 2007, la croissance en zone euro ralentit (+ 1,8 %) malgré une politique monétaire de la Banque centrale européenne toujours très accommodante. Cette baisse de régime affecte différemment la croissance des principaux pays : l'activité en Italie et en Allemagne se replie durant le second semestre 2018, l'activité française ralentit nettement tandis que l'Espagne conserve un rythme de croissance dynamique. La croissance britannique s'essouffle aussi un peu, sa demande intérieure ralentissant dans un contexte d'attentisme lié au *Brexit*.

L'économie française ralentit en 2018 après une année 2017 dynamique

Après avoir crû vivement en 2017 (+ 2,3 %), le PIB français ralentit en 2018 (+ 1,7 %, *figure 1*). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,7 point), plus forte contribution depuis

2012. En effet les importations ralentissent davantage (+ 1,2 % après + 3,9 %) que les exportations (+ 3,6 % après + 4,7 %). Les entreprises déstockent en 2018 (contribuant pour - 0,3 point à la croissance annuelle, après + 0,2 en 2017), et la demande intérieure hors stock est freinée par la consommation des ménages (contribution de + 0,5 point à la croissance du PIB après + 0,7 point) et la demande publique (+ 0,3 point après + 0,4 point).

L'investissement des entreprises décélère mais reste robuste

L'investissement des ménages ralentit nettement en 2018 (+ 1,5 % après + 5,6 % en 2017), notamment en raison du repli des mises en chantier et de la stabilisation des transactions de logements anciens. Par ailleurs, l'investissement des entreprises ralentit tout en restant robuste (+ 2,8 % après + 4,7 % en 2017) dans un contexte de taux d'utilisation des capacités productives dans l'industrie manufacturière à son plus haut niveau depuis 10 ans (85,1 %).

Le rythme des créations d'emploi conduit à une baisse un peu moins rapide du chômage

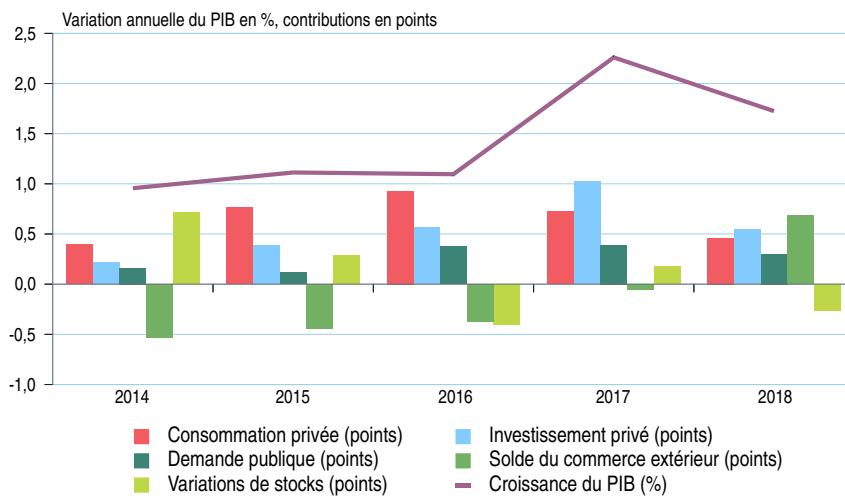
L'emploi total progresse en glissement en fin d'année 2018 de + 164 000 après + 343 000 fin 2017 (dont + 150 000 sur le

champ salarié marchand non agricole après + 323 000 en 2017). Ainsi, en moyenne annuelle, le taux de chômage poursuit un peu plus lentement son repli pour atteindre 9,1 % de la population active française, après 9,4 % en 2017 et 10,0 % en 2016 (respectivement 8,8 % au 4^e trimestre 2018, 9,0 % fin 2017 et 10,0 % fin 2016).

Le pouvoir d'achat ralentit légèrement du fait de l'inflation

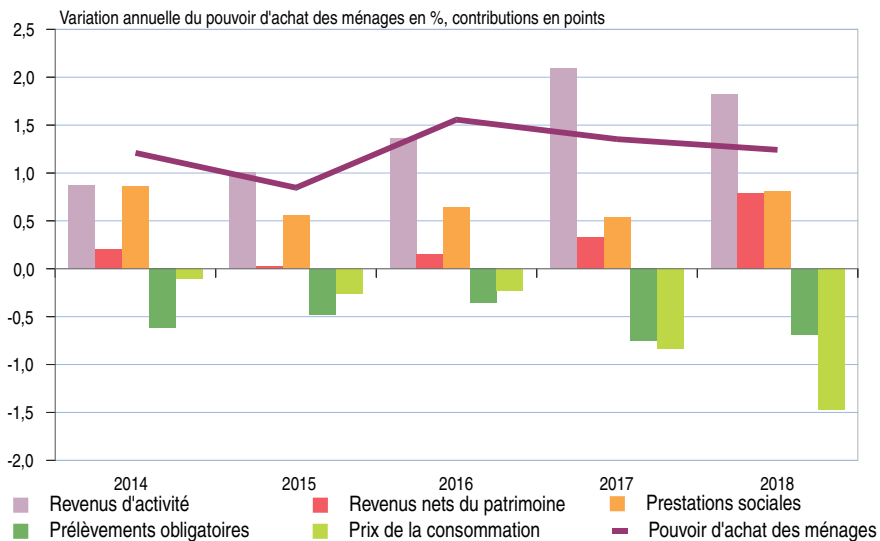
En moyenne annuelle, les prix à la consommation accélèrent en 2018 pour la troisième année consécutive (+ 1,8 %, après + 1,0 % en 2017), conduisant à un léger ralentissement du pouvoir d'achat des ménages : + 1,2 % après + 1,4 % en 2017 (*figure 2*). Le ralentissement de la masse salariale provenant de celui de l'emploi joue également dans le même sens. En revanche, le ralentissement du pouvoir d'achat est atténué par l'accélération des revenus du patrimoine, des prestations sociales en espèces et le ralentissement des prélèvements fiscaux. En outre, la chronique infra-annuelle de l'évolution du pouvoir d'achat est marquée en 2018 par plusieurs mesures nouvelles (basculer CSG-cotisations sociales, réduction de taxe d'habitation, fiscalité indirecte sur le tabac et l'énergie notamment). ■

1 Les ralentissements de la consommation et de l'investissement freinent la croissance du PIB



Champ : France
 Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

2 Le regain d'inflation en 2018 conduit à de moindres gains de pouvoir d'achat



Champ : France
 Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.